



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert),  
L2125-1 1°, R2161-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 (Accord-cadre à bons de commande)  
du Code de la commande publique*

*Pouvoir adjudicateur :*

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique  
Fonction Achat mutualisée  
20, boulevard Général Maurice Guillaudot  
BP 70555  
56017 VANNES CEDEX**

**En qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique**

*Etablissements parties bénéficiaires :*

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique  
Centre hospitalier Alphonse Guérin  
Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer  
EPSM Morbihan**

*Objet du marché public :*

**FOURNITURE DE MATERIEL ADAPTE  
DANS LE CADRE D'AMENAGEMENTS DE SITUATIONS DE TRAVAIL**

# 1. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet la fourniture de matériel adapté dans le cadre d'aménagements de situations de travail, pour le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray), l'Etablissement Public de Santé Mentale Morbihan, le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel), le Centre hospitalier de Belle-Ile en Mer, (désignés ci-après « *l'Etablissement* »).

La fourniture de matériel adapté dans le cadre d'aménagements de situations de travail peut être accompagnée, selon les cas, de prestations de recherche des solutions, de conception d'agencement de l'espace de travail et d'accompagnement jusqu'à la livraison, l'installation, le réglage et la formation des utilisateurs.

## 2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES EQUIPEMENTS

Les Etablissements veulent apporter des solutions d'aménagement des situations de travail à leurs agents en situation de handicap ou en restriction d'aptitude, en termes :

- D'assises, de mobilier et de matériel adaptés à ces situations
- D'équipements informatiques spécialisés

Les équipements proposés doivent être conformes aux normes en vigueur. Ils doivent également être respectueux de l'environnement.

Les produits commandés et livrés sont des produits neufs ou adaptés (utilisation lors de tests).

Le matériel est de qualité supérieure, tant dans ses composants que dans ses différentes pièces d'assemblage, le remplissage, les revêtements, les peintures et les accessoires.

Le matériel doit autant que possible être robuste, modulaire (facilement modulable : possibilité d'enlever et/ou d'ajouter des éléments sans démonter l'ensemble), d'entretien facile et offrir toute garantie de solidité, de sécurité et de pérennité.

La gamme proposée doit faire l'objet d'un suivi pendant une période de trois ans à compter de la date d'admission des prestations.

Le matériel doit présenter des qualités esthétiques correspondant à une volonté de concevoir un lieu à la fois lumineux, agréable et fonctionnel. Une attention particulière est portée aux différents matériaux, formes et couleurs proposés. Le choix définitif des couleurs est réalisé auprès du Titulaire au vu des échantillons présentés. Le matériel doit pouvoir être commandé en différents coloris, sans qu'aucun supplément de coût ne soit réclamé.

Le Titulaire doit présenter une gamme de produits récents ; cette pérennité concerne aussi bien les formes, les matériaux que les coloris.

Les équipements proposés doivent répondre aux caractéristiques fonctionnelles et techniques décrites dans le bordereau des prix unitaires et dans **l'annexe 1 au CCTP**.

Le matériel recherché doit assurer aux usagers un bon confort de travail grâce à la prise en compte de recommandations ergonomiques relatives au travail de bureau :

- Confort physique (visuel, acoustique, postural) ;
- Confort psychologique (personnalisation de l'espace, possibilité de s'isoler).

### **Normes**

Les produits proposés doivent répondre aux normes en vigueur applicables en France et en Europe, en particulier celles relatives à la santé et à la sécurité des personnes, aux règles d'hygiène, ainsi qu'aux exigences de sécurité incendie, respecter les normes de réaction au feu et avoir subi des tests « NF sécurité confortique ». Ils doivent être certifiés « NF Office Excellence Certifié », « NF Environnement » ou équivalent. Les labels équivalents sont néanmoins autorisés sous réserve de la démonstration du niveau d'exigence souhaité.

Le Titulaire doit respecter toutes les exigences normatives en vigueur en matière de :

- Sécurité physique
- Sécurité incendie
- Sécurité mécanique
- Sécurité électrique le cas échéant

L'Etablissement se réserve le droit, à tout moment, de demander au Titulaire du marché, la preuve que les produits proposés sont conformes aux normes en vigueur.

Le matériel fourni doit satisfaire aux prescriptions des normes en vigueur, applicables.

Les équipements mobiliers doivent être certifiés a minima aux normes soit PEFC, soit NF Environnement, soit NF Office Excellence Certifié ou équivalent.

### **Catalogues**

Le cas échéant, l'Etablissement peut recourir au(x) catalogue(s) du Titulaire pour des produits complémentaires non référencés dans le BPU.

Le Titulaire doit par conséquent fournir lors de son offre, un ou plusieurs catalogues accompagnés du tarif public en vigueur.

Ces catalogues doivent couvrir les besoins suivants :

- Chaises et fauteuils de bureaux : gamme supérieure ;
- Aménagements de l'espace de travail (pupitre porte-document, supports pour écrans, support d'ordinateurs portables, aides-techniques, etc.)
- Equipements informatiques adaptés.

Les conditions de vente prévues dans le(s) catalogue(s) du Titulaire ne sont pas applicables au Pouvoir adjudicateur si elles sont contraires aux termes du présent marché public.

### **Descriptif des équipements**

Les performances demandées sont des performances minimales.

Les équipements doivent :

- Être adaptés et compatibles avec les besoins spécifiques des agents ;
- Permettre un entretien facile ;
- Offrir toute garantie de solidité, de sécurité, de pérennité et de confort ;
- Être conformes aux normes de sécurité.

Le Titulaire doit également pouvoir envisager une fabrication spéciale si besoin.

## **3. PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FORMATION**

Pour chaque demande d'acquisition d'un équipement spécifique, le Titulaire doit réaliser les prestations d'accompagnement et de formation, ainsi que proposer des actions d'amélioration le cas échéant.

Le Titulaire doit prendre contact avec l'intervenant du Service de Santé au Travail territorial (SSTt) en charge du dossier (ergonome ou IDEST) et l'utilisateur sous 48 heures après la sollicitation de l'Etablissement et doit proposer un rendez-vous dans l'Etablissement dans les 10 jours qui suivent.

Suite à cette phase de prise de contact, le Titulaire doit proposer l'aménagement de l'espace de travail demandé, sous forme de devis accompagnés de fiches techniques et de l'argumentaire des choix proposés.

Après validation par l'Etablissement, le Titulaire s'engage à mettre à disposition le matériel dans les services pour une période d'essai de minimum 2 semaines afin de permettre à l'utilisateur de tester l'équipement. Une fiche d'évaluation fournie par le Titulaire est transmise à l'utilisateur afin de faciliter la validation ou non du matériel et les raisons de ce choix. L'utilisateur peut solliciter, via l'intervenant SSTt de l'Etablissement, un accompagnement de la part du Titulaire afin de compléter cette fiche.

Ces mises à disposition sont réalisées à titre gracieux, sans obligation de commande suite aux essais.

Les mise à disposition du matériel sont comprises dans le marché et consistent en :

- La mise en place, le montage, l'installation et le paramétrage,
- La mise en service, les réglages, les explications sur l'utilisation des différents réglages et la formation des utilisateurs, avec accès à une notice d'utilisation rédigée en français,
- L'accompagnement et le suivi des utilisateurs dans leurs prises de postes durant la phase de test.

Si le test est concluant, le Titulaire doit transmettre à l'intervenant SSTt de l'Etablissement un compte-rendu avec un retour technique du dossier et évolution possible pour les années à venir avec des préconisations. Suite à la validation du compte-rendu par l'intervenant SSTt, l'Etablissement passe la commande pour une livraison et installation du matériel validé.

Si le test n'est pas concluant, alors le Titulaire doit proposer un ou plusieurs modèles de matériel adaptés à l'utilisateur, sous forme de devis accompagnés de fiches techniques et une nouvelle phase de test est réaliser, ceci jusqu'à la validation d'un matériel adapté. Une rencontre avec l'intervenant SSTt de l'Etablissement peut être organisée afin d'affiner le besoin.

## 4. PRESTATIONS D'INSTALLATION

Sur demande spécifique, le Titulaire peut être en charge de la mise en service de certains matériels avec explication du fonctionnement aux utilisateurs. Cette demande est spécifiée sur le bon de commande.

Le Titulaire doit débarrasser le site de tout emballage, résidu et produit résultant de son intervention.

Les prestations d'installation du matériel sont comprises dans le marché public et consistent en :

- La livraison des équipements dans l'Etablissement, incluant le transport et la manutention des matériels neufs jusqu'au point d'installation, sans que l'Etablissement puisse fournir quelque apport en main d'œuvre ou moyen de manutention que ce soit,
- Le déballage et l'évacuation des emballages,
- La mise en place, le montage, l'installation et le paramétrage,
- La mise en service, les réglages et la formation des utilisateurs,
- Les prestations associées à la garantie du matériel,
- L'évacuation, la destruction conformément aux normes en vigueur et la fourniture d'un certificat de destruction des équipements existants à la demande de l'Etablissement,
- La remise en état des lieux après intervention et réparation des installations que l'intervention aurait éventuellement détériorées ou modifiées.

Documentation technique : Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix. Il s'engage également à fournir tous les documents liés à des évolutions du produit, ainsi que les évolutions elles-mêmes, si elles ont des incidences sur l'utilisation du produit.

Elle comprend :

- Un manuel d'utilisation
- Un manuel d'utilisation simplifié
- Un manuel d'entretien
- Une liste de pièces de rechange avec indication des fournisseurs
- Les procès-verbaux d'essais, d'épreuves ou d'homologation
- La déclaration et la documentation de mise en service

### Contraintes d'installation

Le Titulaire précise les contraintes d'installation et de fonctionnement, et les conditions éventuelles auxquelles doivent répondre les locaux dans lesquels sont installés les équipements (alimentation électrique, conditions climatiques, encombrement...) Il doit s'assurer de la compatibilité de son matériel avec les contraintes du service.

Le Titulaire s'engage à proposer à la demande de l'Etablissement, dans les délais convenus lors de visite, une étude d'implantation des équipements et des contraintes d'installation, en tenant compte de l'organisation des travaux et des obligations architecturales, dans un souci d'ergonomie et d'optimisation des locaux et espaces.

Il doit s'assurer que le cheminement du matériel dans son emballage est possible jusqu'au lieu d'installation. Les dégâts, bris, travaux (élargissement d'une porte par exemple) occasionnés par la livraison et l'installation devront faire l'objet d'une remise en état à la charge du Titulaire.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une non-connaissance du site d'implantation et de ses contraintes. Il doit en particulier prendre lui-même les métrages correspondants. Il précise notamment les contraintes d'accessibilité et d'ergonomie pour l'entretien du matériel.

## 5. SERVICE APRES-VENTE

Si des pièces sont à remplacer sur un équipement hors garantie, le Titulaire fournit un devis de pièces défectueuses à remplacer, augmenté du taux horaire de réparation.

Dans le cadre du service après-vente, le Titulaire doit également répondre à toutes les questions des utilisateurs concernant les réglages des matériels sous 48 heures après la sollicitation de l'Etablissement.

## 6. GARANTIE

Une garantie de 24 mois minimum est demandée.

Pendant la période de garantie, le Titulaire est tenu de remplacer à ses frais toutes les pièces détachées qui sont défectueuses durant cette période. Les frais de transport des matériels défectueux sont pendant la période de garantie à la charge du fournisseur.

En cas d'urgence, il peut être remédié à la défaillance du Titulaire en faisant appel à une autre société aux risques et frais du Titulaire.

## 7. RELATIONS COMMERCIALES ET MEDICALES

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition un correspondant commercial qui se déplace dans l'Etablissement à la demande du responsable logistique ou du référent achats afin d'apporter aide et conseil lors d'éventuels achats de fournitures spécifiques, sous une semaine maximum.

## 8. REPRISE DU MOBILIER USAGE

Le Titulaire s'engage à reprendre sans frais, si besoin et lors de ses livraisons, le mobilier usagé et/ou devenu inutilisable.

## 9. CONFIDENTIALITE

Le Titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion, et s'engagent :

- A préserver la confidentialité et à traiter comme strictement confidentiels de toutes les informations qui pourront être communiquées, échangées et/ou recueillies et/ou intégrées dans des documents créés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du marché public ; et à ne les révéler ni n'en faire état, directement ou indirectement, à aucun tiers, sauf accord écrit préalable et exprès de l'Etablissement.
- A traiter comme strictement confidentiels toutes les informations et tous documents de toute nature dont ils auront connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, et désignés comme confidentiels au moment de leur révélation.
- A n'en faire aucune copie ou reproduction, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse et écrite de l'Etablissement.

Le Titulaire reconnaît que toute divulgation engagerait sa responsabilité. Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par le Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

Le Titulaire garantit que ses employés, cotraitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Cette obligation s'applique durant l'exécution du présent marché et après son expiration, sans limitation de durée.

Enfin, le Titulaire s'engage à prendre toutes mesures utiles pour protéger et conserver dans les meilleures conditions de sécurité les documents, quelle qu'en soit la forme ou le support, qui lui seront confiés par le Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique pour l'accomplissement de sa mission.

## 10. RGPD

Le Titulaire doit respecter l'ensemble des engagements contractuels et des mesures définis en Annexe 2 du CCAP qui constituent des conditions essentielles et déterminantes du présent marché.

Le Titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés pour le compte du pouvoir adjudicateur répondent aux exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

En cas de non-respect des clauses contractuelles visées à l'alinéa précédent, le Titulaire s'expose, à la résiliation du présent contrat.